

LE DEVOIR

Le député Han Dong défend sa réputation face aux allégations d'ingérence étrangère



Nathan Denette La Presse canadienne Han Dong, député libéral de Don Valley-Nord, en banlieue de Toronto, affirme n'avoir à ce jour jamais reçu d'appel du SCRS.

Boris Proulx à Ottawa

Correspondant parlementaire

21 mars 2023
Canada

Le député libéral Han Dong, visé par des allégations d'ingérence chinoise publiées par des médias, a défendu sa réputation lors d'une première mêlée de presse depuis le début de cette affaire. « Je ne peux pas me défendre contre des sources anonymes, non vérifiées », a dit M. Dong aux journalistes lors de son arrivée au parlement mardi.

Le député de Don Valley-Nord, en banlieue de Toronto, affirme n'avoir à ce jour jamais reçu d'appel du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) et ne pas avoir été mis au courant si des enquêtes policières le concernent. Surtout, M. Dong a nié des éléments avancés dans un reportage de Global News (<https://globalnews.ca/news/9504291/liberals-csis-warning-2019-election-candidate-chinese-interference/>), selon lequel il aurait bénéficié d'une aide du consulat chinois lors de l'investiture libérale locale.

À lire aussi

- La cheffe de cabinet de Justin Trudeau témoignera sur l'ingérence étrangère (https://www.ledevoir.com/politique/canada/786158/ingerence-etrangere-decision-sur-la-necessite-d-une-enquete-publique-dans-deux-mois?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=boite_extra)
- Deux présumés « postes de police chinois » réclament la présomption d'innocence (https://www.ledevoir.com/societe/785265/deux-presumes-postes-de-polices-chinois-reclament-la-presomption-d-innocence?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=boite_extra)

Citant des sources anonymes qui évoluent au sein du renseignement canadien, ce reportage indique que des étudiants étrangers chinois auraient reçu l'instruction d'appuyer sa candidature et auraient été transportés par autobus à cette fin. D'autres autobus auraient aussi servi à transporter des personnes âgées pour les mêmes raisons. Le SCRS aurait ensuite demandé au Parti libéral du Canada (https://www.ledevoir.com/parti-liberal-du-canada?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte) de retirer la candidature de M. Dong.

Aucune de ces allégations n'a pu être vérifiée indépendamment par *Le Devoir*.

« Ma campagne offre le transport aux personnes âgées. Pas que les personnes âgées [d'origine] chinoise. Les autobus impliqués dans le transport sont des dépenses incluses dans les rapports publics », a-t-il précisé.

Les bénévoles sino-canadiens ne forment qu'une petite partie de son équipe, assure-t-il, ajoutant que plusieurs communautés culturelles l'ont appuyé dans sa carrière politique. « Je connais la vérité. Je connais ma campagne. Je connais les gens qui travaillent sur ma campagne, je travaille avec eux depuis des années ! » a-t-il répliqué aux reporters.

Il a évoqué le danger que des Canadiens d'origine chinoise deviennent les victimes d'accusations mal placées alors que d'intenses débats ont lieu au Parlement (https://www.ledevoir.com/politique/canada/786158/ingerence-etrangere-decision-sur-la-necessite-d-une-enquete-publique-dans-deux-mois?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte) sur le sujet de l'ingérence étrangère. « Je ne veux pas que l'étude sur l'ingérence étrangère décourage [les Sino-Canadiens] de se présenter aux élections. À voir le traitement que j'ai eu juste parce que mon nom a été cité dans cette affaire, je suis sûr que beaucoup de gens vont avoir des doutes, surtout ceux provenant de communautés ethniques. »

En février, Han Dong avait publié sur les réseaux sociaux une déclaration rejetant « fortement les insinuations contenues dans les rapports médiatiques ». Il avait déclaré que sa campagne n'avait connu aucune irrégularité.

Le premier ministre du Canada, Justin Trudeau (https://www.ledevoir.com/justin-trudeau?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte), avait ensuite pris la défense de son député (https://www.ledevoir.com/politique/canada/783720/trudeau-sous-pression-pour-une-enquete-publique-sur-l-ingerence-electorale-etrangere?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte), le

07/02/2024 09:38

Le député Han Dong défend sa réputation face aux allégations d'ingérence étrangère | Le Devoir

qualifiant de « membre extraordinaire de [son] équipe ». Le chef libéral a ajouté (https://www.ledevoir.com/politique/canada/783361/un-depute-liberal-assure-qu-il-n-a-pas-ete-elu-grace-a-une-ingerence-chinoise?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte) que ce n'était pas aux services de renseignement de décider qui pouvait ou non se présenter aux élections.

Le rapporteur spécial sur l'ingérence étrangère (https://www.ledevoir.com/politique/canada/784292/-la-grc-ouvre-une-enquete-sur-les-fuites-a-propos-d-ingerence-etrangere?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte), David Johnston, a jusqu'au 23 mai prochain pour décider entre autres si la tenue d'une enquête publique sur la question est nécessaire.

Suggérés pour vous



Québec veut inscrire l'enfant comme «sujet de droit» dans la loi

(<https://www.ledevoir.com/politique/quebec/806703/quebec-veut-inscrire-enfant-comme-sujet-droit-loi>)

Le rapport Laurent recommandait la mise sur pied d'un comité consultatif autochtone pour le commissaire.



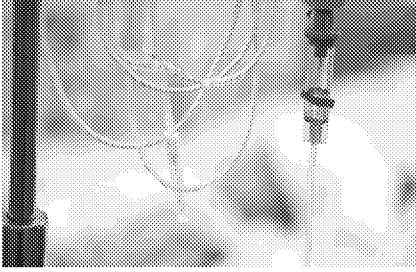
Judith Godrèche porte plainte pour viols sur mineure contre Benoît Jacquot

(<https://www.ledevoir.com/culture/cinema/806754/judith-godreche-porte-plainte-viols-mineure-contre-benoit-jacquot>)

L'actrice a récemment révélé avoir eu une liaison avec le réalisateur de 25 ans son aîné à la fin des années 80.

07/02/2024 09:38

Le député Han Dong défend sa réputation face aux allégations d'ingérence étrangère | Le Devoir



**L'archevêque
de Montréal
va en Cour
pour faire
invalider une
disposition de
l'aide
médicale à
mourir**

(<https://www.ledevoir.com/societe/justice/806682/archeveque-montreal-va-cour-faire-invalider-disposition-aide-medicale-mourir>)

La demande,
qui oppose
l'État à l'Église,
a été déposée
lundi à
Montréal.